

très bien le danger qu'il faisait courir à la jeune fédération si Ottawa était vu comme imposant sa volonté dans une question de compétence provinciale. À la fin, il a réussi à persuader les partisans des écoles séparées à la Chambre des communes de laisser les tribunaux trancher la question. C'est ce qui a été fait, tant au Nouveau-Brunswick qu'à Londres. Il a été jugé que la loi de 1871 ne contrevenait pas à l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, garantissant aux minorités leurs droits religieux en matière d'éducation. Le Nouveau-Brunswick a effectué quelques changements en ce qui concerne ses pratiques et un système officieux d'écoles séparées a été rétabli. Par ailleurs, la question a mis à l'épreuve les députés de la législature de 1872.

Les parlementaires de 1872 savaient qu'ils approchaient d'une élection générale. Il est évident que c'est pour cette raison qu'ils ont consacré de nombreuses heures aux défaillances du processus politique dans le nouveau Dominion et à des suggestions en vue de l'améliorer. Habituellement, les libéraux étaient reconnus être en faveur du changement et les conservateurs en faveur des pratiques courantes. Blake a présenté un projet de loi pour que les élections aient lieu le même jour partout au Canada et qu'un bulletin de vote soit utilisé. Cela n'a pas été approuvé en 1872. Les libéraux ont suggéré que les élections contestées soient réglées par des juges plutôt que par un comité parlementaire. La proposition a été rejetée en 1872 mais acceptée par la suite. Des plaintes ont été formulées au sujet de la qualité des nominations au Sénat ainsi que des demandes pour que les sénateurs ne puissent pas être rémunérés par la Couronne au-delà de leurs indemnités parlementaires. Cette idée aussi n'avait pas encore fait son chemin en 1872. La Loi sur la représentation du gouvernement, augmentant de neuf sièges la composition de la Chambre des communes et redessinant les limites des circonscriptions électorales, était un sujet de conflit. L'opposition dénonçait l'inégalité des circonscriptions existantes pour ce qui était de leur taille, le fait que le principe classique de représentation selon la population était ignoré dans plusieurs circonscriptions. La Colombie-Britannique, avec environ 10 000 habitants a obtenu six députés tandis que la circonscription de Lambton, d'Alexander Mackenzie, avec 30 000 habitants, a élu seulement un député. Les « parcelles et fragments » du Dominion, selon l'opposition, étaient surreprésentés simplement parce que, d'habitude, ils assuraient des partisans au gouvernement. Macdonald et ses collègues étaient indignés par ces accusations. La nouvelle Loi sur la représentation a été approuvée juste à temps pour servir lors des élections qui se sont déroulées plus tard dans l'année.

Les débats qui ont eu lieu tout au long de la session de 1872 portaient sans cesse sur les mêmes questions de la politique canadienne. Même si le Dominion n'avait que cinq ans, certains sujets étaient déjà familiers. La réforme du Sénat en était un; on protestait afin d'avoir un Sénat élu et une catégorie d'hommes plus représentative. Le pouvoir de l'organe exécutif par rapport à celui du Parlement était un autre sujet de préoccupation. Les tensions et contraintes au sein de la fédération inquiétaient fortement les députés. On prétendait que le gouvernement central avait tendance à s'accaparer le pouvoir au détriment des provinces; on devait résister à cette idée. L'immigration était une préoccupation. Le Canada attirait-il, par ses efforts de promotion en matière d'immigration, les immigrants des pays désirables aux standards moraux souhaités? Quelles devaient être les exigences pour devenir citoyen canadien? Les gens « à moitié barbare », venant de certaines colonies britanniques, pourraient-ils obtenir la citoyenneté? Des bruits couraient à propos de la réforme de la fonction publique, le gouvernement et les porte-parole de l'opposition ayant déclaré qu'ils étaient intéressés à améliorer un service qui, autrefois, avait été, affirmait Macdonald, « un peu moins qu'un hôpital pour les incurables ». Les mesures tarifaires des États-Unis et leur incidence sur l'économie canadienne étaient un sujet de questionnement et de débats. La pollution, qu'il s'agisse du rejet de bran de scie dans les rivières ou du fait que les députés fumaient sans y être autorisés dans la Chambre des communes, faisait l'objet de commentaires. Le Parlement du Canada